



Rose-Marie LAGRAVE, *Voyage aux pays d'une utopie déchuée. Plaidoyer pour l'Europe centrale* / Rose-Marie LAGRAVE (dir.), *Fragments du communisme en Europe centrale*

Paris, PUF, 1998, 184 p. | Paris, Éditions de L'EHESS, 2011, 281 p.

Michelle Zancarini-Fournel



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/12579>

DOI : 10.4000/clio.12579

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 10 juin 2015

Pagination : 300-303

ISBN : 9782701194318

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Michelle Zancarini-Fournel, « **ROSE-MARIE LAGRAVE, VOYAGE AUX PAYS D'UNE UTOPIE DÉCHUE. PLAIDOYER POUR L'EUROPE CENTRALE** / **ROSE-MARIE LAGRAVE (DIR.), FRAGMENTS DU COMMUNISME EN EUROPE CENTRALE** », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 41 | 2015, mis en ligne le 15 juillet 2015, consulté le 24 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/clio/12579> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.12579>

Ce document a été généré automatiquement le 24 novembre 2020.

Tous droits réservés

Rose-Marie LAGRAVE, *Voyage aux pays d'une utopie déçue. Plaidoyer pour l'Europe centrale* / Rose-Marie LAGRAVE (dir.), *Fragments du communisme en Europe centrale*

Paris, PUF, 1998, 184 p. | Paris, Éditions de L'EHESS, 2011, 281 p.

Michelle Zancarini-Fournel

RÉFÉRENCE

Rose-Marie LAGRAVE, *Voyage aux pays d'une utopie déçue. Plaidoyer pour l'Europe centrale*, Paris, PUF, 1998, 184 p.

Rose-Marie LAGRAVE (dir.), *Fragments du communisme en Europe centrale*, Paris, Éditions de L'EHESS, 2011, 281 p.

- 1 Le lien entre les deux livres est tissé par les auteurs de *Fragments du communisme en Europe centrale* qui ont tous été partie prenante des « ateliers de formation à la recherche en sciences sociales » mis en place par l'EHESS à partir de 1990 dans plusieurs pays d'Europe centrale et orientale. L'expérience a été relatée en 1998 par Rose-Marie Lagrave, cheville ouvrière du projet, dans *Voyage aux pays d'une utopie déçue*. Les relations ont continué entre les participants aux ateliers par le biais de « réseaux d'affinités électives et intellectuelles » qu'ils et elles ont créés pour faire l'histoire de leurs pays.
- 2 Dans l'ouvrage qu'elle a coordonné en 2011, Rose-Marie Lagrave poursuit l'intuition née de ses voyages dans les années 1990 dans les « pays du communisme réel », celle d'une continuité au-delà de la chute du Mur en 1989, et elle lui attribue un même parfum, l'odeur persistante du lignite (1998 : 1). L'ouvrage de 2011 entend faire un pas de côté

par rapport à l'histoire politique sur le totalitarisme pour entreprendre une généalogie des faits sociaux, une socio-histoire « attentive aux relations quotidiennes et banales entre les individus, les groupes sociaux et les institutions » (Lagrave 2011 : 13).

- 3 Six contributions composent l'ouvrage sur des sujets et des pays différents en Europe centrale et orientale. Celle de Petru Negură s'intitule « Un exemple de déstalinisation sous Staline. Les tentatives d'autonomie des écrivains moldaves » (p. 41-71) ; il y précise la difficulté pour les femmes à se faire une place dans l'Union des écrivains moldaves (UEM) pendant la période stalinienne alors que l'institution prônait l'égalité des sexes. En 1957, quatre écrivaines sont invitées à participer à l'UEM. Recrutées par un jury masculin, elles ont toutes un lien familial avec l'un de ses membres. La promotion d'une cinquième fondée sur sa consécration littéraire va dans le sens d'une directive du XIX^e Congrès du PCUS sur la promotion des femmes dans la sphère publique (1953). Les écrivaines de l'UEM « opposent une logique de tolérance » aux pratiques masculines de critique et d'autocritique courantes dans le milieu littéraire à l'époque jdanovienne. Avec les jeunes, les femmes « contribuent à la transformation du climat social de l'Union des écrivains pendant cette période d'émergence du 'dégel' » (p. 60-62).
- 4 Audrey Kichelewski présente dans « La fabrication de la 'question juive' en Pologne, 1945-1968 » (p. 73-104) l'histoire peu connue de l'infime minorité juive survivant en Pologne après le génocide hitlérien, des pogroms à la sortie de la guerre jusqu'à la campagne antisémite gouvernementale de 1968 qui provoque l'émigration d'une partie de l'élite intellectuelle et artistique.
- 5 Duane Huguenin s'intéresse aux « Problèmes économiques, solutions policières ? La police secrète tchécoslovaque et la criminalité transfrontalière des années 1960 » (p. 105-141) dans une période de libéralisation relative où la politique du Parti et les pratiques policières de répression divergent face à la croissance des trafics transfrontaliers de devises et de voitures, forme de défense de la société contre les pénuries et la crise économique. Étudiant d'autres formes d'adaptation de la société à la situation politique et économique, Malgorzata Mazurek détaille « Les figures de la débrouillardise en temps de crise en Pologne » (p. 193-237). La méthodologie est originale : confronter les récits ethnographiques recueillis à la fin des années 1970 dans trois villes polonaises et des entretiens récents avec des familles ayant participé à la première enquête ethnographique, permettant de saisir une « mémoire enracinée » et de mettre en avant le terme de 'débrouillardise' pour qualifier leurs actions tant à l'époque du socialisme 'réel' que du capitalisme 'réel' » (p. 201). Constat intéressant : en 1970 ce sont les hommes qui prenaient le plus souvent la parole, alors qu'en 2006 ce sont les femmes qui parlent. À l'aide de biographies familiales, l'auteur étudie le sens différent pris par deux générations de la « débrouillardise », lié au travail salarié ou non des femmes, mais toujours au service d'un « familialisme égocentrique », qualifié de « familialisme amoral » par un sociologue (p. 213-214).
- 6 Alexandra Ionescu étudie quant à elle « Les agencements du parti-État en Roumanie communiste » (p. 239-278) et souligne le changement de régime, mais une continuité institutionnelle qui a dû faire face à la rébellion des citoyens et à une « désobéissance diffuse » entravant les vellétés de continuité après la rupture de 1989.
- 7 La contribution de Iona Cîrstocea sur « Cooptation et adhésion des femmes au parti communiste roumain » (p. 143-191) est introduite par une adresse aux femmes de Roumanie en 1945 qui peut aussi nous éclairer sur bien des débats français contemporains :

Pas de féminisme, mais de la conscience de classe ! [...] Nous combattons pour éveiller la conscience de classe des femmes ouvrières, à la différence des organisations féministes bourgeoises, qui se concentrent sur des revendications féminines, sans se préoccuper de la question sociale, c'est-à-dire sans chercher à comprendre l'origine de tous les maux et de toutes les injustices de ce monde, répercutées sur la condition des femmes et se trouvant à l'origine de leur servitude (p. 143).

- 8 L'auteur se situe d'emblée par rapport aux espoirs et aux déconvenues du moment postcommuniste et au manque de réactions des femmes avec la suppression après 1990 de certains droits, car elles entretiennent « une familiarité fatiguée avec l'équité de genre » jusqu'au « dégoût de tout ce qui touche à l'égalité entre les sexes et à la politique en général » (p. 145). L'ambiguïté des politiques socialistes a pourtant été soulignée par l'historiographie, soit qu'elles ressortissent du caractère réactionnaire de l'État stalinien, soit du caractère patriarcal des États socialistes, soit de la cécité par rapport aux questions de genre. Iona Cîrstocea étudie le problème des femmes dans la Roumanie socialiste à deux échelles, à la fois du point de vue des politiques et des institutions et par « en bas », en reconstituant « des profils sociologiques » de militantes à partir de dossiers personnels (autobiographies pour le Parti) et d'entretiens recueillis dans les années 2000. La contribution met en place une sociographie des groupes militants, l'étude des trajectoires des acteurs et les logiques de coproduction du système à travers les interactions sociales et les logiques des investissements des institutions par les individus (p. 164 note 62).
- 9 Le « travail auprès des femmes » est promu par le parti communiste roumain (PCR) qui s'intéresse aux organisations féminines mises sous tutelle, telle l'Union des femmes antifascistes roumaines présentée *a contrario* comme une organisation de masse indépendante. En 1945, le premier Congrès international des femmes démocrates se réunit à Paris et crée une fédération internationale (FIFD), section féminine du mouvement communiste international, et dans la foulée naît en 1946 la Fédération démocratique des femmes roumaines qui lui est affiliée. Elle devient en 1948 la Fédération des femmes de Roumanie, à la structure pyramidale et qui revendique en 1950 près de 2 millions de membres. D'autres institutions sont créées par le Parti, le but étant toujours d'éviter des formes autonomes d'organisations féminines et de suivre sa ligne. Il s'agit d'élever les femmes et de leur enseigner la politique en se préoccupant de leur quotidien dans « un langage agréable et accessible et parsemé de proverbes et de mots d'esprit faciles à comprendre » (p. 159).
- 10 Les militantes qui sont devenues membres du PCR dans la première génération sont souvent passées par des syndicats, des organisations de jeunesse ou des organisations féminines. Certaines ont adhéré dans la clandestinité et leur fidélité est récompensée. Après 1954, elles ont un profil ouvrier plus marqué en raison de leur origine sociale et de leur parcours professionnel qui correspond à la fois à l'entrée des femmes dans les professions industrielles et à la volonté du parti « d'améliorer la composition de classe ». L'adhésion au parti devient ainsi une des voies de « l'ascenseur social ». Cependant les trajectoires politiques sont soumises aux nécessités familiales, elles sont fragmentées en fonction de la naissance des enfants et doivent trouver des arrangements en fonction des diverses contraintes, ce qui correspond à la vision familialiste du PCR.
- 11 L'étude contredit les interprétations sur « l'embrigadement des femmes » ou sur la masculinisation des femmes émancipées pour former ainsi « un homme nouveau asexué » (p. 183). Il n'y a pas une seule voie pour vivre l'adhésion au PCR et les femmes ne sont pas, selon l'auteur, des « courroies de transmission » passives et soumises. Si le masculinisme du régime communiste est avéré, la prise en compte, au prix d'une triple

journée, de leurs contraintes familiales dans l'espace politique du Parti, visible dans les présentations de soi autobiographiques et les entretiens postérieurs, leur permet de contourner les obstacles, même si la division sexuée du travail politique au PCR est une constante. Cette situation rejoint celle « de toute femme en politique avant, pendant et après le communisme » (p. 185). Une abondante bibliographie clôt cette contribution passionnante.

AUTEURS

MICHELLE ZANCARINI-FOURNEL

Université de Lyon 1 / LAHRA